

# FICHE N°13 : PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

## Champ d'application

---

- Etablissements publics
- Etablissements privés non lucratifs
- Etablissements privés lucratifs

## Contexte

---

Le plan pluriannuel d'investissement (PPI) a pour objectif de retracer les grands équilibres financiers d'un établissement sur cinq ans et s'impose lorsqu'un établissement doit faire face à des projets d'investissement et/ou de restructuration.

Son objectif est de s'assurer que les choix faits dans le cadre des programmes garantiront le maintien ou l'amélioration des grands équilibres de la structure financière de l'ESMS.

## Enjeux

---

Le programme d'investissement et son plan pluriannuel de financement sont un préalable à la prise en compte, dans les budgets annuels, des surcoûts en exploitation liés à des emprunts nouveaux ou autres frais afférents aux investissements (mesures nouvelles).

Le PPI constitue un document de référence dans la mise en œuvre d'un projet architectural :

- Il permet de s'assurer de la faisabilité financière du projet
- Il nourrit les différents outils de contractualisation (CPOM, convention tripartite)
- Il est intégré dans les dossiers de recherche de financement présentés aux financeurs potentiels (CNAM, Caisses de retraite, Fondations...)

## Descriptions

---

### Périmètre du PPI

- De la même manière que le programme d'investissement et les emprunts dont la durée est supérieure à 1 an, le plan pluriannuel de financement doit être approuvé par l'autorité de tarification.
- Les modifications du programme d'investissement ou des emprunts, les modifications du plan de financement doivent être approuvées par l'autorité de tarification lorsqu'elles sont susceptibles d'entraîner une augmentation des charges de la section d'exploitation.
- En application du premier alinéa de l'article L. 612-4 du code de commerce, les établissements et services sociaux et médico-sociaux, dont l'actif immobilisé brut est inférieur à deux fois le montant fixé (le décret d'application D 612-5 du Code de Commerce fixe ce seuil à 306 000€), ne sont pas tenus d'établir un plan pluriannuel d'investissement.

### Présentation

Le plan pluriannuel d'investissement doit être présenté selon un formalisme établi par arrêté ([Arrêté du 24 janvier 2008 -modifiant l'arrêté du 22 octobre 2003-](#) fixant le modèle de plan pluriannuel de financement d'un établissement ou service social ou médico-social).

Le dossier à présenter est constitué :

- du Plan de financement de l'établissement social ou médico-social (Annexe 2 - Modèle figurant en annexe de l'arrêté du 24 Janvier 2008 modifiant l'arrêté du 22 Octobre 2003 – JO du 9 février 2008-Texte 38)
- du Programme d'investissements (annexe 5 -
- du Tableau des emprunts (Annexe 6 - Arrêté du 22 Octobre 2003)
- du Tableau des emprunts nouveaux soumis à autorisation (Annexe 7 - Arrêté du 22 Octobre 2003)
- du Tableau des surcoûts d'exploitation (Annexe 10 - Arrêté du 22 Octobre 2003)

Par ailleurs, il convient de préciser que le plan pluriannuel d'investissement relève d'une disposition réglementaire et que de ce fait il est établi sur 5 années. Cependant, l'établissement peut prolonger sa stratégie d'investissement, et ce en établissant son PPI sur une durée plus longue, lui permettant ainsi d'y inclure ses dépenses prévisionnelles de gros entretien renouvellement.

### Calendrier

Le plan pluriannuel d'investissement peut être déposé à tout moment de l'année ; il doit toutefois faire l'objet d'une présentation distincte des propositions budgétaires (de facto le Budget Prévisionnel est présenté le 30 octobre N-1 ce qui induit que le PPI ne doit pas être déposé dans ce créneau)

L'autorité de tarification dispose d'un délai de 60 jours pour faire connaître son opposition (approbation tacite au-delà de ce délai).

## Points d'attention

---

- Le plan pluriannuel d'investissement devra être conforme avec le projet d'établissement, les orientations prioritaires de la politique régionale et départementale en matière d'investissement.
- L'ensemble des leviers mobilisables devra être étudié (capitaux propres dont cessions, subventions et reprises éventuelles de la réserve de trésorerie, reprises de provisions, augmentation des durées d'amortissement en référence à l'instruction comptable M22 et en corrélation avec la durée de l'emprunt, modalités d'affectation des résultats de gestion).

## Lien éventuels avec d'autres fiches

---

- L'outil d'évaluation de l'impact des différents scénarios permettra d'obtenir les informations à inclure dans le PPI pour le scénario retenu
- Fiche n°10 : Les modes de financements et leur impact sur le compte de résultat
- Fiche n°11 : Aides, prêts et subventions possibles
- Fiche n°12 : La TVA

## Pour aller plus loin

---

- Arrêté 24/01/08 modifiant celui du 22/10/03 et fixant le modèle de plan pluriannuel de financement d'un établissement ou service social ou médico-social :  
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000610356&dateTexte=20151006>
- Circulaire 19/05/14 relative à la mise à jour de plan comptable M22 :  
[http://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/finances\\_locales/m22/inst\\_intermin\\_M22\\_2014-2.pdf](http://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/finances_locales/m22/inst_intermin_M22_2014-2.pdf)
- Article L 314-7 du CASF :  
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074069&idArticle=LEGIARTI000019955099&dateTexte>
- Articles R314-17 et R314- 20 du CASF :  
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074069&idArticle=LEGIARTI000006906786>